



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES D'AFRIQUE AUSTRALE

Une publication du SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

DE PRETORIA

N°22 – 29 mai au 2 juin 2023

Fait saillants :

- **Afrique du Sud** : Le président Cyril Ramaphosa renforce les responsabilités du ministre de l'électricité Dr Ramokgopa pour remédier à la crise énergétique
- **Afrique du Sud** : L'excédent commercial se réduit de près de 80% au mois d'avril (SARS)
- **Zimbabwe** : Le Ministre des Finances annonce une série de mesures pour endiguer la chute du Zimdollar

Zoom sur le projet hydroélectrique de Mphanda Nkuwa au Mozambique, remporté par le consortium dirigé par EDF.

Le ministère des ressources minérales et de l'énergie a annoncé, le vendredi 26 mai, que le consortium dirigé par EDF avait remporté l'appel d'offres pour le projet hydroélectrique de Mphanda Nkuwa, d'un montant estimé à 4,5 Mds USD. Ce consortium qui comprend les entreprises TotalEnergies ainsi que les sociétés japonaises Sumitomo Corporation et Kansai Electric Power, est chargé de la construction, à l'horizon 2030, d'un barrage et d'une centrale hydroélectrique d'une capacité de 1,5 GW et d'une ligne de transmission électrique de 1300 km reliant Tete à la capitale, Maputo. Le projet sera situé sur le fleuve Zambèze, dans le Nord-est du pays, à 61 km en aval du barrage de Cahora Bassa, le plus important d'Afrique australe. L'installation représentera ainsi plus de la moitié des capacités électriques installées en 2022 dans le pays (2,8 GW). Par ailleurs, des accords d'échange d'électricité ont été signés pour exporter le surplus d'électricité produit vers les pays voisins, notamment l'Afrique du Sud. A noter que le mix énergétique mozambicain demeure particulièrement dépendant de l'hydroélectricité (environ 82% en 2020, IEA) et que le pays exporte déjà vers l'Afrique du Sud – alors qu'une majorité de la population n'a pas accès au réseau électrique (seuls 38% des foyers étaient raccordés en 2022).

Sommaire :

Afrique du Sud :

- La Banque centrale publie sa revue de stabilité monétaire trimestrielle
- L'excédent commercial se réduit de près de 80% au mois d'avril
- Les compétences du ministre de l'électricité Dr Ramokgopa précisées
- La Nersa approuve l'acquisition de capacités solaire et de stockage d'énergie
- La présidence fait le point sur l'avancée des réformes structurelles
- L'AVCA et l'Institut Tony Blair publient un rapport sur le financement des politiques climatiques en Afrique

Angola :

- Les subventions aux carburants atteignent 3,2 Mds EUR en 2022
- Les États-Unis investissent 250 MUSD dans le développement du couloir Lobito

Lesotho :

- Le FMI a conclu sa deuxième mission dans le cadre de son rapport d'analyse dit « Article IV »

Mozambique :

- La Banque centrale maintient son taux directeur à 17,25%

Namibie :

- Un accord de principe pour l'exploitation d'hydrogène vert entre le gouvernement et Hyphen Hydrogen Energy

Zambie :

- S&P Global Ratings maintient la notation souveraine de la Zambie à SD

Zimbabwe :

- Le Ministre des Finances annonce une série de mesures pour endiguer la chute du Zimdollar

Afrique du Sud

La Banque centrale publie sa revue de stabilité monétaire trimestrielle (SARB)

Le 29 mai, la Banque centrale (South African Reserve Bank – SARB) a publié son rapport sur la stabilité du système financier. Il en ressort que le risque systémique s'est accentué depuis la dernière publication de novembre : la crise énergétique s'est en effet amplifiée (136 jours de délestage électrique depuis le début de l'année au 21 mai contre 157 au total en 2022), dans un contexte de pressions inflationnistes toujours élevées (+6,8% sur un an au mois d'avril), qui ont amené de nouveaux resserrements de la politique monétaire (pour rappel, hausse de 0,5 point du taux directeur à 8,25% lors du comité de politique de juin). L'institution souligne également l'émergence de nouvelles vulnérabilités du système financier, qui viennent s'ajouter à la matrice existante, notamment le risque de fuite des capitaux – alors que l'intérêt des investisseurs étrangers pour le marché sud-africain a très fortement reculé ces dernières années (seul 25% des obligations domestiques étaient détenus par des agents non-résidents en février 2023, contre 42% en 2018). Si l'inscription du pays sur la liste grise du GAFI (Groupe Action Financière Internationale) en février 2023 a entraîné peu de réaction à court terme, elle pourrait accentuer à plus long terme le risque de tarissement des capitaux. La Banque centrale identifie aussi de nouveaux risques géopolitiques, dans un contexte de rapprochement diplomatique de Pretoria avec la Russie, ce qui a nettement dégradé les relations avec les pays occidentaux (possible mise en place de sanction internationales). A noter que de telles mesures auraient un impact dévastateur sur l'économie sud-africaine eu égard au poids économique stratégique des puissances occidentales - à titre d'exemple, en 2022, 82,5% du flux d'Investissements Directs Etrangers vers l'Afrique du Sud provenait des Etats-Unis, du Royaume-Uni ou de l'Europe. Ces derniers mois, les marchés ont fortement réagi à la matérialisation de ces risques – la devise locale s'est ainsi dépréciée de 8% face à l'USD depuis

novembre 2022 (contre une appréciation de 3,5% du panier moyen des devises émergentes).

L'excédent commercial se réduit de près de 80% au mois d'avril (SARS)

La balance commerciale sud-africaine a enregistré un excédent commercial de 3,5 Mds ZAR (170 MEUR) au mois d'avril, en recul de 78% par rapport à la même période de l'année précédente. Cette évolution s'explique notamment par la nette progression des importations (+15%, pour atteindre 160,3 Mds ZAR), portées par les machines et équipements mécaniques (+37%, soit 16,1 Mds ZAR) et les véhicules et moyens de transports (+31%, soit 4,3 Mds ZAR). Les exportations ont également progressé, mais à un rythme nettement inférieur (+7% pour atteindre 163,8 Mds ZAR). Elles sont notamment soutenues par le secteur minier (+13%, soit 5,9 Mds ZAR), des métaux de bases (+24%, soit 4,6 Mds ZAR) et des véhicules et moyens de transports (+22%, soit 4,1 Mds ZAR). Elles ont toutefois été fortement entravées par la contraction du poste « métaux et pierres précieuses » (-31%, soit -9,1 Mds ZAR). Les principaux partenaires commerciaux de l'Afrique du Sud restent pour le mois d'avril la Chine (11,7% des exportations et 21,9% des importations), les Etats-Unis (8,6% et 8,8%) et l'Allemagne (8,1% et 7,3%).

Les compétences du ministre de l'électricité Dr Ramokgopa précisées (Gov.za)

Le 26 mai, le président Ramaphosa a pris des mesures pour clarifier les compétences du ministre de l'électricité, Dr Kgosientsho Ramokgopa, nommé le 7 mars à ce Ministère créée pour faire face à la crise énergétique sans précédent que traverse le pays. Le Président a transféré le pouvoirs de déterminer les nouvelles capacités de production électriques et les sources d'énergie privilégiées, en consultation avec le régulateur - conformément à l'article section 34-1 et 34-2 de la loi sur la réglementation de l'électricité. Le Dr. Ramogokpa supervise donc désormais le processus d'appel d'offres pour le développement, la construction, la mise en service et l'exploitation de ces nouvelles installations de production d'électricité.

Toutefois, ces nouvelles responsabilités se cantonnent à la mise en place de mesures d'urgence de court et moyen terme pour faire face au déficit de capacité de production (qui, pour rappel, a atteint entre 6 GW et 8 GW depuis le début de l'année). Le Ministre de l'Énergie reste en charge de la planification énergétique à long terme (revue de l'IRP) et la réglementation et détermination des prix de l'électricité. Par ailleurs, le ministre des entreprises publiques conserve ses fonctions de tutelle d'Eskom et donc la mise en œuvre du dégroupage de l'électricien public (création de la *National Transmission Company of South Africa*).

La Nersa approuve l'acquisition de capacités solaire et de stockage d'énergie (NERSA)

Lors de sa réunion du 25 mai, le régulateur national de l'énergie sud-africain (Nersa) a donné son accord pour la mise en service de 344,5 MW de nouvelles capacités de production d'énergies renouvelables par Eskom. L'électricien public peut désormais lancer des appels d'offres de 75 MW de capacités de production d'énergie solaire photovoltaïque sur le site de la centrale de Lethabo, située dans le Free State, ainsi que 19,5 MW d'énergie solaire photovoltaïque dans le parc éolien de Sere, dans la province du Cap-Occidental. De plus, l'autorité de régulation a donné son accord pour l'appel d'offres de 100 MW d'énergie solaire photovoltaïque et d'un système de stockage d'énergie par batterie (150 MW) sur le site de la centrale à charbon de Komati, située dans le Mpumalanga. Nersa a souligné que l'électricité achetée devrait être intégrée au réseau dès que cela sera raisonnablement possible – alors que pour rappel, le déficit de capacité de transmission atteignait 8000 km de lignes en 2021.

La présidence fait le point sur l'avancée des réformes structurelles (Operation Vulindlela)

Le 30 mai, la présidence sud-africaine a publié un rapport sur les progrès réalisés dans la mise en œuvre des réformes structurelles, en particulier dans le cadre de l'opération Vulindlela – initiative lancée en octobre 2020, conjointement avec le

National Treasury dont l'objectif principal est de résoudre la crise de l'électricité et d'améliorer la gestion des infrastructures. Au premier trimestre 2023, onze réformes prioritaires avaient ainsi été finalisées et quatorze étaient en cours de réalisation sur les trente-cinq identifiées. Parmi les dernières adoptées, on peut souligner la réforme du cadre réglementaire des télécommunications, en avril 2023, qui permet aux opérateurs d'accélérer la densification du réseau et le déploiement de la fibre optique à grande échelle. Le rapport souligne également les premiers résultats de la suppression du plafond pour l'auto-génération électrique par les entreprises privées annoncée en 2021: 108 projets d'une capacité combinée de plus de 10 GW ont à ce jour été déposés - 1 GW supplémentaire devrait être annoncé en 2023 et 3 GW en 2024. Pour le trimestre à venir, le projet de loi sur la réglementation de l'électricité, qui a été approuvé par le Cabinet le 30 mars 2023, devrait être soumis au Parlement – prochaine étape indispensable pour le dégroupage des activités d'Eskom et la création d'une entité indépendante pour les activités de transmission (*National Transmission Co*). Toutefois, plusieurs chantiers sont toujours en cours et accusent un retard important: la création, d'ici octobre 2023, d'un gestionnaire d'infrastructures pour Transnet qui supervisera la mise en place de concessions à certains opérateurs privés ou encore la création de l'Agence nationale pour l'eau (*National Water Infrastructure Agency*), qui centralisera le développement et la gestion des infrastructures du secteur, ainsi que la mise en place d'une stratégie nationale. A noter que la détérioration des infrastructures dans divers secteurs tels que l'électricité, l'eau et les transports a pesé sur le dynamisme des exportations (impact estimé à -0,5 % du PIB en 2022).

L'AVCA et l'Institut Tony Blair publient un rapport sur le financement des politiques climatiques en Afrique (AVCA)

L'Association pour le capital du secteur privé africain (AVCA) et l'Institut Tony Blair pour le changement mondial (TBI) ont publié, mardi 23 mai, leur rapport intitulé « Financement du climat en Afrique : Stratégies pour l'avenir ». Ce dernier s'intéresse aux politiques climatiques des

pays africains et leur financement (fonds publics, contributions des Institutions Financières Internationales et banques de développement, ainsi que les investisseurs privés). Il en ressort que la région d'Afrique australe a attiré 18% du volume total des investissements du secteur privés liés au climat sur le continent entre 2012 et 2022 – soit 17,4 Mds USD. La zone se classe ainsi en troisième position derrière l'Afrique de l'Ouest (32%) et l'Afrique de l'Est (19%). La grande majorité des financements ont concerné le développement des énergies renouvelables (14 Mds USD soit 81% du total) et se concentrent en Afrique du Sud (qui catalyse 90% de la valeur des transactions de la région). Le pays a ainsi attiré près de 3 Mds USD dollars de financement privés entre 2012 et 2022, grâce notamment au programme d'ampleur de développement des Producteurs Indépendants d'Energie renouvelables (REIPPP). Toutefois, en raison de la congestion du réseau de transmission seuls 0,8 GW ont été attribués lors du sixième volet du REIPPP (Bid Window 6) pour une capacité initiale de 4,2 GW.

Angola

Les subventions aux carburants atteignent 3,2 Mds EUR en 2022

L'Institut de Gestion des Actifs et des Participations de l'Etat (IGAPE) a publié son rapport annuel. Il en ressort que l'aide de l'Etat pour les subventions des carburants a atteint 1 979 Mds AOA (3,2 Mds EUR) en 2022, soit une augmentation de 60% par rapport à l'année précédente alors que les quantités achetées n'ont augmenté que de 16 % (à 4 667 tonnes métriques). Deux tiers des subventions ont été allouées au diesel. Avec un prix à la pompe (*Global Petrol Prices*) de 165 AOA/litre pour l'essence (0,26 EUR) et 135 AOA/litre pour le diesel (0,21 EUR), le carburant est ainsi plus de 3 fois moins cher qu'en Afrique du Sud et 4 fois moins qu'en Zambie. Cette situation a un impact colossal sur les finances publiques (12,4% des dépenses publiques et environ 2,7% du PIB) et entraîne une importante activité de contrebande avec les pays voisins. En effet, bien que l'Angola soit le second pays producteur de pétrole en Afrique (avec une production de 1,1 M

de barils par jour en 2022 soit un tiers de la production du continent), il demeure dépendant des importations internationales pour les produits raffinés. En effet, seuls une raffinerie (Luanda) est actuellement en opération dans le pays, avec une capacité de production quotidienne d'environ 35 000 barils, contre une consommation nationale dépassant 200 000 barils. Dans le sillage de ce rapport et des recommandations du FMI, le gouvernement a annoncé le premier juin une augmentation du prix de l'essence (presque doublé à 300 AOA). L'impact de cette mesure devrait rester limité car elle ne s'applique pas aux chauffeurs de taxis et la majorité du coût des subventions reste porté par le diesel.

Les États-Unis investissent 250 MUSD dans le développement du couloir Lobito (ivanhoemines.com)

Lors du Sommet du G7, le gouvernement des États-Unis a annoncé vouloir apporter un financement supplémentaire de 250 M USD pour le développement du couloir Lobito. Cette initiative est menée par l'agence gouvernementale américaine *US International Development Finance Corporation*, dans le cadre du partenariat "The Partnership for Global Infrastructure and Investment (PGII)". Le couloir de Lobito, via le chemin de fer de Benguela, relie la Zambie (Ndola) et la République Démocratique du Congo (Kolwezi et Lubumbashi), au port angolais de Lobito. Il permet donc de désenclaver ces régions stratégiques pour l'exploitation de cuivre (abritant notamment le complexe minier de Kamoia-Kakula détenue par l'entreprise canadienne Invanhoe Mines) et de développer les exportations via la voie maritime alors que le secteur minier dépend encore fortement du transport routier dans ces pays (73% des exports transitant par la route en Zambie en 2018). Par ailleurs, un accord a été signé, en novembre 2022, entre le gouvernement angolais et un consortium comprenant *Trafigura Pte Ltd* (Suisse) et *Mota-Engil* (Portugal), pour la gestion et la maintenance des infrastructures ferroviaires, avec un investissement total de 450 M USD. De plus, en janvier 2023, les gouvernements de l'Angola, de la RDC et de la Zambie ont signé l'accord de l'Agence de

facilitation du transport du corridor de Lobito, afin de coordonner les activités de développement conjoint sur ce projet.

Lesotho

Le FMI a conclu sa deuxième mission dans le cadre de son rapport d'analyse dit « Article IV »

Le 26 mai, le FMI a rendu publiques les premières conclusions d'une mission dite « Article IV » qui s'est déroulée dans le pays du 8 au 19 mai. Dans un communiqué, l'institution internationale indique que la croissance devrait atteindre 2,1% à moyen terme, portée par le « mégaprojet » d'infrastructures Lesotho Highland Water Project II (construction de tunnels de transfert d'eau et construction de capacité hydroélectrique). L'économie du pays reste toutefois entravée par un niveau particulièrement élevé des dépenses publiques (50% du PIB) avec une masse salariale de la fonction publique disproportionnée (15% du PIB et 75% des revenus de l'Etat) et une trop faible participation du secteur privé (résultant en une faible productivité, un niveau d'investissement en déclin et un niveau élevé d'informalité). Selon le FMI, il est nécessaire d'orienter les dépenses publiques vers des investissements dans les secteurs les plus porteurs et de recalibrer les transferts sociaux, afin de permettre de dégager des marges de manœuvre budgétaires. Cette réforme pourrait bénéficier d'une conjoncture favorable pour les revenus de l'Etat lesothan, avec une tendance haussière des revenus issus de l'union douanière SACU (qui représentent 20% du PIB). A noter que le Fonds attire aussi l'attention sur la coordination nécessaire entre la Banque centrale et le Ministère des Finances pour garantir la stabilité macroéconomique et la parité du taux de change de la devise locale avec le rand sud-africain. Enfin, dans un contexte d'alternance politique en octobre 2022, le FMI souligne et encourage l'agenda de réforme ambitieux du gouvernement pour créer des conditions favorables à l'émergence d'un secteur privé.

Mozambique

La Banque centrale maintient son taux directeur à 17,25% (Banco de Mozambique)

Le comité de politique monétaire de la banque centrale (Banco de Mozambique) s'est réuni le 31 mai et a décidé de maintenir son taux directeur à 17,25% - un taux inchangé depuis le 29 septembre. L'institution monétaire, conserve ainsi l'un des taux d'intérêt les plus élevés au monde. La banque centrale justifie sa décision par le maintien de risques importants (pressions sur les finances publiques notamment), malgré le ralentissement des poussées inflationnistes observé des derniers mois (+9,6% sur un an au mois d'avril, après trois mois consécutifs de hausse et un pic à 10,8% en mars). La Banque centrale maintient qu'elle devrait atteindre son objectif d'une inflation inférieure à 10% sur un an pour 2023. Profitant de cet environnement plutôt favorable, l'institution a relevé les ratios prudentiels pour les banques commerciales de 28 à 39% en devise locale et de 28,5 à 39,5% en devise étrangère, afin d'absorber une partie de la liquidité présente dans le système bancaire et de renforcer la résilience des institutions financières.

Namibie

Un accord de principe pour l'exploitation d'hydrogène vert entre le gouvernement et Hyphen Hydrogen Energy (hyphenafrika)

Le gouvernement namibien et Hyphen Hydrogen Energy, entreprise anglo-allemande spécialisée dans le développement de projets d'hydrogène, ont signé vendredi 26 mai un accord de principe (MoU), pour la construction et la gestion d'un site de production d'hydrogène vert. Pour rappel, l'entreprise avait remporté l'appel d'offres en novembre 2021. Le projet mobilisera près de 10 Mds USD et sera situé sur une zone de 4 000 km² dans le parc national de Tsau au nord-est du pays. Il vise à produire 350 000 tonnes d'hydrogène vert par an, destiné principalement à l'exportation vers l'Europe, à partir d'une capacité de production d'énergie renouvelable de 5 GW et d'un électrolyseur d'une capacité de

3GW. A noter que le surplus d'énergie devrait être vendu à l'électricien public namibien *Nampower* et injecter dans le réseau national. Le projet devrait permettre un développement socio-économique important, via la création de près de 3 000 emplois directs – 90% d'emplois locaux – durant la phase d'exploitation. A noter que les études de faisabilité sont en cours et qu'elles devraient durer environ 2 ans. La construction devrait ainsi débuter en janvier 2025 pour un démarrage de l'exploitation à l'horizon fin 2026 pour la première phase du projet (2GW de capacités). A ce stade, aucun financement n'a encore été mobilisé.

Zambie

S&P Global Ratings maintient la notation souveraine de la Zambie à SD

Le 26 mai, l'agence de notation S&P Global Ratings a maintenu la notation souveraine de la Zambie à S/D, soit un défaut sélectif. Pour rappel, le pays ne rembourse plus ses créanciers (à l'exception des créanciers multilatéraux) depuis octobre 2020. Les discussions autour la restructuration de la dette dans le cadre commun (Club de Paris et pays du G20) sont en cours, mais n'ont pas fait de progrès significatif ces derniers mois. Selon l'agence de notation, les perspectives macroéconomiques zambiennes présentent cependant des signes d'amélioration. La performance fiscale s'est révélée meilleure que prévue, permettant au gouvernement de dégager des liquidités et de remplir ses besoins de financement à court terme. De plus, la croissance devrait se renforcer, pour atteindre 4% en 2023, après 3,1% en 2022 - d'après les données du FMI. La notation souveraine pourrait ainsi être relevée une fois le processus de restructuration achevé.

Zimbabwe

Le Ministre des Finances annonce une série de mesures pour endiguer la chute du Zimdollar (*AgenceEcofin*)

Le 29 mai, le Ministre des Finances, Mthuli Ncube a annoncé une série de neuf mesures pour endiguer la chute de la valeur de la devise locale (dollar zimbabwéen) face au dollar américain. Depuis le début de l'année la devise s'est en effet dépréciée de près de 300% au taux officiel pour atteindre la parité de 2 610 ZWL pour 1 USD au 1^{er} juin. Par ailleurs, dans un contexte de nette détérioration de la confiance dans la devise locale, la prime sur le marché parallèle a fortement progressé, passant de 30% en janvier à 70% fin mai (soit un taux de 3350 ZWL pour 1 USD) - avant de diminuer à 26% début juin suivant une correction de 650 ZWL du taux change officiel. L'utilisation du dollar américain dans l'économie a fortement progressé ces derniers mois - ainsi, selon la Banque centrale - *Reserve Bank of Zimbabwe (RBZ)*, plus de 70% des échanges seraient aujourd'hui effectués en USD. Parmi les mesures phares annoncées on peut notamment noter : **i)** la possibilité pour les entreprises de percevoir l'intégralité de leurs recettes en USD, contre un quota de 85% auparavant en place – un quart des recettes d'exportations devront toujours être converties en ZWL au taux officiel, mais désormais sous la supervision du Trésor et non de la RBZ **ii)** le transfert des dettes de la Banque centrale au Trésor – alors que la RBZ était régulièrement accusée de financer le remboursement de ses dettes par la hausse de la masse monétaire **iii)** la réforme du système d'enchères de devises - paiement des enchères désormais limité à 24h (contre 12 semaines auparavant) et mise en place d'un plafond quotidien sur le volume de devises échangées (5 M USD). A noter qu'à cette crise de la devise domestique pourraient s'ajouter des dissensions au sein du gouvernement, alors que la date des élections générales, très attendue, a finalement été fixée au 23 août.

Evolution des principales monnaies de la zone par rapport au dollar américain

	Taux de change au	Evolution des taux de change USD (%)			
	01/06/2023	Sur 1 semaine	Sur 1 mois	Sur 1 an	Depuis le 1 ^{er} janvier
Afrique du Sud	19,69 ZAR	-1,0%	-6,9%	-21,4%	-13,7%
Angola	584,4 AOA	-7,4%	-13,2%	-28,0%	-13,8%
Botswana	13,6 BWP	-1,3%	-4,1%	-13,3%	-7,3%
Mozambique	63,2 MZN	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Zambie	19,5 ZMW	-1,2%	-8,9%	-12,8%	-7,3%

Note de lecture : un signe positif indique une appréciation de la monnaie.

Source : OANDA (2023)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : SER de Pretoria

Rédacteurs :

Léopold VINOT et Marie DESJEUX

SE de Luanda

revu par Claire JOLLY, Flora BOUBOUR,

Antoine WILLENBUCHER et Pierre FINOT